

# **Pouvoir d'achat menacé, précarité accrue... le coronavirus aggrave la fracture**

**Le confinement et la crise du Covid-19 ont fortement augmenté les difficultés des ménages les plus modestes. Et les perspectives économiques laissent craindre que le pire soit devant nous.**

Par Sylvie De Macedo, Delphine Denuit et Odile Plichon

Il y a des signes qui ne trompent pas. Depuis quelques semaines, dans ses magasins, le patron de Système U voit de plus en plus de clients racler le fond de leur sac pour pouvoir payer leurs courses. « Ce sont ces gens qui sont à la petite monnaie. D'habitude, ils font plutôt ça à la fin du mois. Là, c'est dès le 15 », souffle Dominique Schelcher.

Le confinement imposé face au Covid-19 est passé par là, avec, dans son sillage, ces intérimaires sans mission, ces artisans qui ont dû fermer boutique, ces millions de salariés au chômage partiel dont la perte de revenus durant cette période aura été en moyenne de 410 euros, selon une évaluation de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), et jusqu'à 600 euros pour le cabinet Xerfi.

## «Une crise à deux vitesses»

Et ce n'est que le début : les perspectives économiques – entre plans sociaux et faillites – laissent penser que le pire est devant nous. « La crise va être terrible. A la rentrée, la préoccupation autour du pouvoir d'achat sera centrale », prévient Dominique Schelcher.

En prévision des jours difficiles, les Français – du moins ceux qui le peuvent – mettent déjà de côté. En témoigne le niveau record de collecte (5,4 milliards d'euros) atteint par le livret A en avril. D'autres – bien plus nombreux qu'avant – n'ont déjà plus grand-chose dans leur portefeuille. « On assiste à une crise à deux vitesses, analyse Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités, 80 % des ménages ont été peu ou pas touchés et ont pu économiser faute d'aller au restaurant ou chez le coiffeur mais 20 % environ ont été touchés de plein fouet ».

En matière de revenus, « la fracture est très grande entre la classe moyenne dont l'emploi reste stable et la France populaire, souvent la plus précaire, celle qui gagne un peu plus que le smic », conclut l'expert, qui s'attend à une hausse du nombre de dossiers de surendettement dès 2020.

D'ores et déjà, au fil du confinement, Emily Mayer de l'institut spécialisé IRI a vu apparaître « des signes de la paupérisation de la consommation » à travers, notamment, l'envolée des marques distributeurs, réputées moins chères et qui représentent, fin avril, 35,3 % des produits vendus en grande distribution (contre 32,7 % en 2019), mais aussi le retour en grâce des discounters, délaissés au début de la crise sanitaire.

Chez Lidl, qui se définit comme un magasin de proximité, « l'activité a fortement repris depuis le 11 mai, alors qu'elle avait été violemment impactée pendant huit semaines », confirme Michel Biero, le directeur exécutif. Le patron de Système U signale également « le succès énorme de toutes ces offres bradées - 30 à 50 % moins cher - sur les dates courtes Encore plus qu'avant. »

De leur côté, les associations ont vu arriver ces dernières semaines une « population nouvelle » lors des distributions alimentaires. « Ce sont tous ceux qui ont basculé de la précarité à la vraie pauvreté, ceux qui s'en sortaient plus ou moins en enchaînant les CDD ou les missions d'intérim et pour qui tout s'est arrêté », signale Véronique Fayet, la présidente du Secours catholique, qui cite aussi « ces étudiants qui vivaient de petits jobs » ou « ces petits commerçants et autoentrepreneurs en manque de trésorerie ».

Un « afflux supplémentaire » que Patrice Blanc, le président des Restos du cœur estime à 30 % environ. « Il y a aussi des saisonniers qui devaient travailler dans des restaurants ou hôtels, ou des mères célibataires avec des enfants, souffle-t-il. Après la crise de 2008, nous avons eu pendant deux à trois ans, 25 % de personnes en plus aux distributions. Là, ça va être bien pire. »